

République Française

Département du Gard

Arrondissement de
Nîmes

Commune de
MOUSSAC

Envoyé en préfecture le 05/10/2026

Reçu en préfecture le 05/10/2026

Publié le 06/10/2026

ID : 030-213001845-20260929-DE_100_2026-DE

DÉLIBÉRATION n° DE_100_2026
DU
CONSEIL MUNICIPAL DE MOUSSAC

Séance du 29 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le vingt-neuf septembre, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, légalement convoqué le 23/09/2026, sous la présidence de Mme Valérie JALABERT, Maire de Moussac.

Membres en exercice : 19 – Présents : 14 - Votants : 19

Présents : Valérie JALABERT, Christine SAURIN KRAMP, Fabrice BONY, Marie Line CHAPELIER KHERROUBI, Hubert PATOUILLE, Nicolas DELEUZE, Marion CRUZ, Mickaël GOMEZ, Elodie COLOMBI, Aurélie KLEIN, Thibaut MATHIEU, Frédéric SALLE-LAGARDE, Sylvie GOURIOU, Frédéric PLATON.

Absents représentés : Serge BOSQUET représenté par Fabrice BONY, Olivier MARTIN représenté par Thibaut MATHIEU, Aurélie PASCAL représentée par Aurélie KLEIN, Vincent MOULY représenté par Valérie JALABERT, Ingrid BAZIN représentée par Frédéric PLATON.

Secrétaire de séance : Christine SAURIN KRAMP.

Objet : Modification de la délibération sur le régime indemnitaire

Madame la Maire rappelle aux élus la délibération n° DE_044_2020 du 5 juin 2020 instaurant le régime indemnitaire sur la commune de Moussac, la délibération n° DE_012_2023 du 02 février 2023 créant un 2^{ème} groupe de fonction sur le cadre d'emploi des agents de maîtrise et la délibération DE_102_2025 du 20 novembre 2025 modifiant le régime indemnitaire.

Elle rappelle les grands principes du régime indemnitaire et propose aux élus la modification des articles 2, 3, 5 et 8 du Chapitre I « Mise en place de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) », et des articles 3, 4 et 7 du chapitre II « Mise en place du complément indemnitaire annuel (CIA) » de la délibération en vigueur.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;



Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative au régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;

Vu les délibérations n° DE_044_2020 du 5 juin 2020, n° DE_012_2023 du 02 février 2023 et n° DE_102_2025 du 20 novembre 2025 de la commune de Moussac ;

Vu la délibération n°DE_062_2026 du 28 mai 2026 portant création d'un poste d'attaché principal à l'emploi de secrétaire général de mairie de la commune de Moussac ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial du 15 septembre 2026 ;

Considérant la volonté d'intégrer le cadre d'emploi des attachés territoriaux ;

Considérant la volonté d'harmoniser les règles de maintien de l'IFSE en cas d'absence ;

Considérant la mise à jour réglementaire des modalités de maintien ou de suppression du CIA ;

Le Conseil Municipal
Après en avoir délibéré
DECIDE

Article 1 : de MODIFIER l'article 2 « La détermination des groupes de fonctions, des montants maxima et des conditions d'attribution » du Chapitre I « Mise en place de l'IFSE » en y intégrant le cadre d'emplois des attachés territoriaux comme suit :

Après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'instituer selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'État l'IFSE aux agents titulaires, stagiaires et contractuels à temps complet, à temps non-complet et à temps partiel.

Les cadres d'emplois concernés sont les suivants : attachés territoriaux, rédacteurs territoriaux, adjoints administratifs territoriaux, agents de maîtrise, adjoints techniques territoriaux, adjoints d'animation territoriaux.

Article 2 : de MODIFIER l'article 3 « la détermination des groupes de fonctions, des montants maxima et des conditions d'attribution » du Chapitre I « Mise en place de l'IFSE » en y intégrant le cadre d'emplois des attachés territoriaux comme suit :

Chaque part de l'IFSE correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'État.

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,

Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.



Cadre d'emplois des attachés territoriaux

Groupes	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétion	Part SOCLE	Part VARIABLE	Plafonds annuels par agent (€)
Groupe 1	Encadrement supérieur, direction, coordination et pilotage, fonctions de secrétaire général de mairie.	25 347,00	10 863,00	36 210,00

Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux

Groupes	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétion	Part SOCLE	Part VARIABLE	Plafonds annuels par agent (€)
Groupe 1	Responsabilité d'une direction ou d'un service, fonctions de secrétaire général de mairie. Fonctions de coordination ou de pilotage.	12 236,00	5 244,00	17 480,00

Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux

Groupes	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétion	Part SOCLE	Part VARIABLE	Plafonds annuels par agent (€)
Groupe 1	Responsabilité d'une direction ou d'un service. Fonctions de secrétaire de mairie.	7 938,00	3 402,00	11 340,00
Groupe 2	Fonctions d'accueil et de polyvalences relatives aux postes.	7 560,00	3 240,00	10 800,00

Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux

Groupes	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétion	Part SOCLE	Part VARIABLE	Plafonds annuels par agent (€)
Groupe 1	Responsabilité d'une direction ou d'un service. Fonctions de coordination ou de pilotage.	7 938,00	3 402,00	11 340,00
Groupe 2	Fonctions de polyvalences relatives aux postes.	7 560,00	3 240,00	10 800,00



Cadre d'emplois des agents de maitrise

Groupes	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétion	Part SOCLE	Part VARIABLE	Plafonds annuels par agent (€)
Groupe 1	Responsabilité d'une direction ou d'un service. Fonctions de coordination ou de pilotage.	7 938,00	3 402,00	11 340,00
Groupe 2	Fonctions de polyvalences relatives aux postes.	7 560,00	3 240,00	10 800,00

Cadre d'emplois des adjoints d'animation

Groupes	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétion	Part SOCLE	Part VARIABLE	Plafonds annuels par agent (€)
Groupe 1	Responsabilité d'une direction ou d'un service. Fonctions de coordination ou de pilotage.	7 938,00	3 402,00	11 340,00

Article 3 : de MODIFIER l'article 5 « Les modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE » du Chapitre I « Mise en place de l'IFSE » en harmonisant les règles de maintien de l'IFSE en cas d'absence comme suit :

L'IFSE mensuelle est versée au prorata de la quotité du temps de travail de l'agent.

Il suit le sort du traitement indiciaire notamment en cas de congés liés à l'état de santé ou retenues diverses (tableau ci-dessous) :

Type d'absence	Sort des primes IFSE
Congés annuels, JRTT, repos compensateur	Maintenu selon les mêmes proportions que le traitement
Congé de maladie ordinaire (CMO)	Suit le sort du traitement (90% les 3 premiers mois, puis 50% pour les 9 mois suivants)
Congé de longue maladie (CLM) Congé de grave maladie (CGM)	Maintien à hauteur de 33% la première année et de 60% pour la deuxième et la troisième année
Congés de grave maladie pour les agents relevant du régime général (IRCANTEC)	Suppression
Congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS) = accident de service et congés pour maladie professionnelle	Suit le sort du traitement
Temps partiel thérapeutique (TPT)	Maintenu dans les mêmes proportions que le traitement
Congé de longue durée	Pas de maintien



Maternité Paternité Accueil enfant Adoption	Maintenu dans les mêmes proportions que le traitement
Période de préparation au reclassement (PPR)	Maintenu dans les mêmes proportions que le traitement
Autorisation spéciale d'absences Congés pris au titre du CET Congés bonifiés Absence liée à une action de formation professionnelle Congé pour formation syndicale Décharge de service pour exercer un mandat syndical - DAS	Maintenu dans les mêmes proportions que le traitement
Congé parental Congé de proche aidant Congé de solidarité familiale Disponibilité Congé de formation professionnelle Suspension Exclusion temporaire de fonctions Fais de grève, au prorata du nombre d'heures d'absences de l'agent en cas de jour incomplet	Suppression

Article 4 : de MODIFIER l'article 8 « Les modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE » du Chapitre I « Mise en place de l'IFSE » en prenant en compte l'avis favorable du Comité Social Territorial du 15 septembre 2026 comme suit :

Les dispositions de la présente délibération prendront effet le 29 septembre 2026.

Article 5 : de MODIFIER l'article 3 « La détermination des groupes de fonctions, des montants maxima et des conditions d'attributions » du Chapitre II « Mise en place du CIA » afin d'intégrer le cadre d'emploi des attachés territoriaux comme suit :

Chaque part du CIA correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci- dessous et applicables aux fonctionnaires de l'État.

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :



Cadre d'emplois et groupe	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétion	Plafonds annuels
Attaché Groupe 1	Encadrement supérieur, direction, coordination et pilotage, fonctions de secrétaire général de mairie.	6 390 €
Rédacteur Groupe 1	Responsabilité d'une direction ou d'un service, Fonctions de secrétaire général de mairie Fonctions de coordination ou de pilotage.	2 380 €
Adjoint administratifs territoriaux,	Responsabilité d'une direction ou d'un service,	
Adjoint technique territoriaux	Fonctions de secrétaire de mairie	
Adjoint d'animation	Fonctions de coordination ou de pilotage.	
Agents de maitrise Groupe 1	Fonction de coordination ou de pilotage	1 260 €
Groupe 2	Fonctions d'accueil et de polyvalences liées au service	1 200 €

Article 6 : de MODIFIER l'article 4 « Les modalités de maintien ou de suppression du CIA » du Chapitre II « Mise en place du CIA » pour suivre la réglementation comme suit :

Le montant du CIA a vocation à être réajusté après chaque évaluation annuelle, pour tenir compte de l'atteinte des objectifs et de la manière de servir, appréciés au titre de la période antérieure.

Article 7 : de MODIFIER l'article 7 « La date d'effet » du Chapitre II « Mise en place du CIA » en prenant en compte l'avis favorable du Comité Social Territorial du 15 septembre 2026 comme suit :

Les dispositions de la présente délibération prendront effet le 29 septembre 2026.

Article 8 : DIT que la présente délibération ne vient modifier que les articles ci-dessus énumérés.



Article 9 : DIT que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 29 septembre 2026. Madame la Maire est chargée de l'exécution du présent acte, qui sera télétransmis en Préfecture au titre du contrôle de légalité et notifié au CDG 30.

Résultat du vote :

Pour : 19 (14 + 5 procurations)

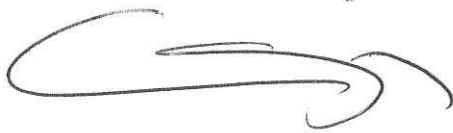
Contre : 0

Abstentions : 0

Pour extrait certifié conforme,

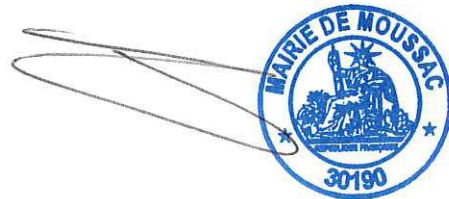
Fait et délibéré, les jours, mois et an ci-dessus

La secrétaire de séance



Madame Christine SAURIN KRAMP

Madame la Maire,



Madame Valérie JALABERT

Le Maire,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et de sa réception par le représentant de l'État.

